



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — \$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 42 691:

Aprova, para ratificação, a Convenção n.º 104, relativa à abolição das sanções penais por quebra do contrato de trabalho por parte dos trabalhadores indígenas, concluída na 38.ª sessão da Conferência Internacional do Trabalho.

Ministério da Educação Nacional:

Decreto n.º 42 692:

Classifica como monumento nacional a estação arqueológica do Aito da Fonte do Milho, situada em Canelas do Douro, Poiares da Régua, concelho de Peso da Régua, e como de interesse público vários imóveis existentes em diversos concelhos.

Declaração:

Autoriza a transferência de uma verba dentro do capítulo 5.º do orçamento do Ministério.

Ministério das Comunicações:

Portaria n.º 17 444:

Manda fazer e pôr em circulação, cumulativamente com as que estão em vigor, uma emissão extraordinária de selos postais comemorativa do X aniversário da N. A. T. O.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 42 691

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção n.º 104, relativa à abolição das sanções penais por quebra do contrato de trabalho por parte dos trabalhadores indígenas, concluída na 38.ª sessão da Conferência Internacional do Trabalho, que se reuniu em Genebra em 1 de Junho de 1955, cujo texto em francês e respectiva tradução portuguesa são os que seguem em anexo ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 30 de Novembro de 1959. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — Pedro Theotónio Pereira — Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz — Arnaldo Schulz — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Afonso Magalhães de Almeida Fernandes — Fernando Quintanilha Mendonça Dias —

Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias — Eduardo de Arantes e Oliveira — Vasco Lopes Alves. — Francisco de Paula Leite Pinto — José do Nascimento Ferreira Dias Júnior — Carlos Gomes da Silva Ribeiro — Henrique Veiga de Macedo — Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho.

Para ser publicado no *Boletim Oficial* de todas as províncias ultramarinas. — *Vasco Lopes Alves.*

Para ser presente à Assembleia Nacional.

Convention (n.º 104) concernant l'abolition des sanctions pénales pour manquements au contrat de travail de la part des travailleurs indigènes.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, et s'y étant réunie le 1^{er} juin 1955, en sa trente huitième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux sanctions pénales pour manquements au contrat de travail de la part des travailleurs indigènes, question qui constitue le sixième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale;

Convaincue que le moment est venu d'abolir ces sanctions pénales, dont le maintien dans une législation nationale est en contradiction avec la conception moderne des relations contractuelles entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'avec la dignité humaine et les droits de l'homme,

adopte, ce vingt et unième jour de juin de mil neuf cent cinquante-cinq, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955:

ARTICLE 1

Dans tous les pays où les manquements au contrat de travail au sens de l'article 1, paragraphe 2, de la convention sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939, de la part des travailleurs visés à l'article 1, paragraphe 1, de ladite convention, donnent lieu à des sanctions pénales, l'autorité compétente doit agir en vue d'abolir toutes les sanctions de ce genre.

ARTICLE 2

L'abolition de toutes ces sanctions pénales doit être réalisée au moyen d'une mesure appropriée immédiatement applicable.

ARTICLE 3

S'il n'est pas considéré comme possible de prendre une mesure appropriée immédiatement applicable, des dispositions doivent être prises, dans tous les cas, pour abolir progressivement ces sanctions pénales.

ARTICLE 4

Les mesures prises aux termes de l'article 3 ci-dessus doivent, dans tous les cas, avoir pour résultat que toutes les sanctions pénales soient abolies aussitôt que possible et, en tout état de cause, dans un délai d'un an au plus tard à dater de la ratification de la présente convention.

ARTICLE 5

En vue de la suppression de toute discrimination entre travailleurs indigènes et non indigènes, les sanctions pénales pour manquements au contrat de travail autres que ceux dont il est question à l'article 1 de la présente convention, et qui ne sont pas applicables aux travailleurs non indigènes, doivent être abolies pour les travailleurs indigènes.

ARTICLE 6

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau International du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 7

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation Internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 8

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau International du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 9

1. Le Directeur général du Bureau International du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiqué, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 10

Le Directeur général du Bureau International du Travail communiquera au Secrétaire général des Na-

tions Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 11

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 12

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) La ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 8 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
- b) A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 13

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Convenção (n.º 104) relativa à abolição das sanções penais por quebra do contrato de trabalho por parte dos trabalhadores indígenas.

A Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho, convocada para Genebra pelo Conselho de Administração da Repartição Internacional do Trabalho, e reunida em 1 de Junho de 1955, na sua trigésima oitava sessão,

Depois de ter decidido adoptar diversas propostas relativas às sanções penais por quebra do contrato de trabalho por parte dos trabalhadores indígenas, questão que constituía o sexto ponto da ordem do dia da sessão;

Depois de ter decidido que essas propostas tomariam a forma de uma convenção internacional; Convencida de que chegou o momento próprio em que tais sanções penais, cuja manutenção por uma legislação nacional estaria em contradição não só com as modernas concepções que se encontram na base das relações contratuais entre trabalhadores e patrões, como também com a dignidade humana e os direitos do homem;

adopta, aos vinte e sete dias do mês de Junho de mil novecentos e cinquenta e cinco, a convenção seguinte, que será denominada Convenção sobre a abolição das sanções penais (trabalhadores indígenas), 1955:

ARTIGO 1

Em todos os países em que a quebra de contrato, no sentido do artigo 1, parágrafo 2, da Convenção sobre

as sanções penais (trabalhadores indígenas), 1939, por parte dos trabalhadores indígenas, a que se refere o artigo 1, parágrafo 1, da mesma Convenção, tem como consequência a aplicação de sanções penais, a autoridade competente deverá abolir tais sanções penais.

ARTIGO 2

A abolição das sanções penais deverá ser feita pela utilização de medidas adequadas a esse fim e de aplicação imediata.

ARTIGO 3

No caso de não ser possível a aplicação imediata dessas medidas, devem ser, em todo o caso, tomadas disposições que se destinem a abolir, progressivamente, as sanções penais.

ARTIGO 4

As medidas tomadas nos termos do artigo precedente devem, por consequência, ter como resultado a abolição, o mais breve possível, de todas as sanções penais, não devendo, todavia, exceder o período de um ano após a ratificação da presente convenção.

ARTIGO 5

Tendo em vista a supressão de toda a discriminação entre trabalhadores indígenas e não indígenas, as sanções penais por quebra de contrato de trabalho, não previstas no artigo 1 da presente convenção e não aplicáveis aos trabalhadores não indígenas, devem ser abolidas para os trabalhadores indígenas.

ARTIGO 6

As ratificações formais da presente convenção serão comunicadas ao Director-Geral da Repartição Internacional do Trabalho, que as registará.

ARTIGO 7

1. A presente convenção somente obrigará os membros da Organização Internacional do Trabalho cuja ratificação for registada pelo Director-Geral.

2. A presente convenção entrará em vigor decorridos doze meses após o registo, pelo Director-Geral, das ratificações de dois dos membros da Organização.

3. Esta convenção, por conseguinte, entrará em vigor, para cada um dos membros, decorridos doze meses após o registo da sua ratificação.

ARTIGO 8

1. Os membros que tenham ratificado a presente convenção podem denunciá-la decorridos dez anos sobre a data inicial da entrada em vigor da convenção, por meio de comunicação ao Director-Geral da Repartição Internacional do Trabalho, que a registará. A denúncia apenas produzirá efeito um ano após o seu registo.

2. Os membros que tenham ratificado a convenção, e que no prazo de um ano depois de expirado o prazo de dez anos, mencionado no parágrafo anterior, não façam uso da faculdade de denúncia, prevista no presente artigo, ficarão obrigados por novo período de dez anos e, por consequência, poderão denunciar a convenção no termo de cada período de dez anos, observadas as condições estabelecidas neste artigo.

ARTIGO 9

1. O Director-Geral da Repartição Internacional do Trabalho notificará os membros da Organização Internacional do Trabalho do registo de todas as ratificações e denúncias que lhe sejam comunicadas pelos referidos membros.

2. Ao notificar os membros da Organização do registo da última ratificação necessária para a entrada em vigor da convenção o Director-Geral chamará a atenção para a data em que a mesma convenção entra em vigor.

ARTIGO 10

O Director-Geral da Repartição Internacional do Trabalho comunicará ao Secretário-Geral das Nações Unidas, para efeitos de registo, de harmonia com o artigo 102 da Carta das Nações Unidas, informações completas respeitantes a todas as ratificações e actos de denúncia que tenha registado nos termos dos artigos precedentes.

ARTIGO 11

Sempre que o julgar necessário, o Conselho de Administração da Repartição Internacional do Trabalho apresentará à Conferência Geral um relatório respeitante à aplicação da presente convenção e decidirá da oportunidade de inscrever na ordem do dia da Conferência a questão da sua revisão total ou parcial.

ARTIGO 12

1. No caso de a Conferência adoptar uma nova convenção que implique revisão total ou parcial da presente e salvo disposição em contrário da nova convenção:

a) A ratificação da nova convenção por qualquer dos membros implicará, *ipso jure*, a denúncia imediata da presente convenção, não obstante o disposto no artigo 8, e sob reserva de que a nova convenção tenha entrado em vigor.

b) A partir da data da entrada em vigor da nova convenção a presente deixa de estar aberta à ratificação dos membros.

2. A presente convenção continuará, todavia, em vigor para os membros que a tenham ratificado e não ratifiquem a nova convenção.

ARTIGO 13

As versões francesa e inglesa do texto presente são igualmente autênticas.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Decreto n.º 42 692

Nos termos dos artigos 2.º, 24.º e 30.º do Decreto n.º 20 985, de 7 de Março de 1932, e do n.º 5.º do § 1.º do artigo 21.º do Regulamento da Junta Nacional da Educação, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 26 611, de 19 de Maio de 1936;

Usando da faculdade conferida pelo n.º 3.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo o seguinte:

Artigo 1.º É classificado como monumento nacional o seguinte imóvel:

Distrito de Vila Real:

Concelho de Peso da Régua — estação arqueológica do Alto da Fonte do Milho, em Canelas do Douro, Poiães da Régua.